



## PRÉFÈTE DU PAS DE CALAIS

PREFECTURE  
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section des INSTALLATIONS CLASSEES  
DPI - BPUPE- SIC - FB - N° 2015- 43

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Communes d'OUTREAU et de St ETIENNE-AU-MONT

Sté SAGEP

### ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LA PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 1981 autorisant la Sté MANOIR INDUSTRIES à exploiter une décharge de déchets industriels dite « Crassier d'OUTREAU » sur les communes de St ETIENNE AU MONT et d'OUTREAU ;

VU les arrêtés de prescriptions complémentaires en date du 22 octobre 1984, 6 décembre 2001, 19 juin 2002, 7 août 2009 et 28 mars 2014 ;

VU le courrier de la Sté SAGEP en date du 25 novembre 2014 relatif à la reprise de la décharge de déchets industriels ;

VU le rapport de l'Inspection de l'Environnement en date du 19 décembre 2014 ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspection de l'Environnement au pétitionnaire en date du 13 janvier 2015 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 janvier, à la séance duquel l'exploitant était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 3 février 2015 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations dans les délais réglementaires ;

Considérant les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014 ;

Considérant l'importance des dégâts occasionnés à cette occasion à la voie publique et aux habitations riveraines ;

Considérant le risque constitué pour la sécurité publique par la survenue de tels événements ;

Considérant la nécessité de prendre les mesures pour éviter le renouvellement d'un tel événement ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'imposer à la Sté SAGEP la réalisation d'une analyse de l'événement par un tiers expert et la mise en œuvre de mesures provisoires permettant de limiter la survenue et les effets d'un tel événement pour la mise en sécurité des installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La Société SAGEP, dont le siège social est situé 14, avenue de l'Europe à ARMENTIERES (59280), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de stockage de déchets situé sur les communes d'OUTREAU et de St ETIENNE-AU-MONT.

### **ARTICLE 2 : TIERCE EXPERTISE**

L'exploitant fait réaliser par un tiers-expert une analyse des accidents survenus les 7 et 8 novembre 2014 et le 18 janvier 2015 sur son site (et notamment le débordement du bassin tampon ayant entraîné des inondations en dehors du site).

Cette analyse qui prend en compte l'ensemble du système hydraulique local (bassins versants, sites des décharges COMILOG et SAGEP, réseau public aval) comprend :

- la description du phénomène (causes, enchainement des événements, conséquences) ;
- une expertise des systèmes mis en place localement pour tamponner les événements pluvieux, et un avis quant au dimensionnement réel des ouvrages en place au regard du dimensionnement prévu : événement pluvieux centennal avec débit de fuite 21/ha/s ;
- les éventuelles améliorations à mettre en place.

Le choix du tiers-expert est soumis à l'approbation de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement « DREAL ».

Cette expertise peut être réalisée en commun avec la Société COMILOG. Si tel n'est pas le cas, la Société SAGEP communique toutes les informations à sa disposition au tiers expert désigné sur le site de la Société COMILOG.

Le rapport de tierce expertise doit être remis dans un délai de **2 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 3 : MESURES D'URGENCE**

Dans l'attente des conclusions de la tierce expertise prévue à l'article 2 du présent arrêté et de la mise en place d'éventuelles mesures pérennes, l'exploitant est tenu de mettre en place les mesures suivantes :

#### ***3.1 – Gestion des alertes***

- sauf impossibilité technique démontrée, mise en place d'un détecteur de niveau (consultable à distance) dans le bassin tampon avec report des alarmes de niveau haut vers une personne formée, 24h sur 24h et 7J/J.

En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant alerte immédiatement son voisin COMILOG, le SDIS et les mairies d'OUTREAU et SAINT ETIENNE AU MONT.

- mise en place d'une mesure de débit de rejet sur la canalisation de rejet rue Danton.
- rédaction d'une procédure de gestion de crise en cas de fortes pluies et/ou d'inondations en cohérence avec l'exploitant du site COMILOG, permettant notamment une gestion coordonnée de ces événements. Cette procédure est diffusée à la DREAL, au SDIS, à la Sécurité Civile et aux mairies d'OUTREAU et SAINT ETIENNE AU MONT.
- rédaction d'une consigne sur la conduite à tenir en cas d'alarme au niveau du détecteur de niveau du bassin tampon en lien avec la procédure d'urgence en cas de fortes pluies et/ou d'inondations. Cette consigne doit être établie en concertation avec l'exploitant du site voisin de COMILOG pour permettre une intervention coordonnée des 2 exploitants. Elle est contresignée par les 2 exploitants (COMILOG et SAGEP). Elle est transmise à la DREAL, au SDIS, à la Sécurité Civile, aux mairies de St ETIENNE AU MONT et OUTREAU et affichée à proximité du bassin tampon.
- mise à disposition de la commune et des services de secours d'un numéro d'appel d'urgence, joignable 24h/24H et 7j/7.
- rendre le site accessible aux secours sous ½ h en cas de besoin.

**Délai : 15 jours** à compter de la date de notification du présent arrêté sauf en ce qui concerne la mise en place du détecteur pour lequel le délai est porté à **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **3.2 – Gestion des débits**

L'exploitant prend toutes dispositions pour accroître le volume de tamponnement disponible sur son site et pour ralentir le flux d'un éventuel débordement vers l'extérieur.

Les dispositions prises ne doivent pas menacer l'intégrité (stabilité, étanchéité) de la masse des déchets stockés et de la couverture du stockage.

Dans le cas où des digues sont constituées, l'exploitant dispose des études démontrant leur stabilité.

**Délai : 8 jours** à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : ENTRETIEN DES OUVRAGES DE TAMPONNEMENT**

1) L'exploitant réalise une inspection de l'ensemble des ouvrages contribuant à la gestion des eaux pluviales (bassin de tamponnement, merlier à l'air libre étanchéifié, fossés et canalisation de la sortie du bassin tampon à la limite du site rue Danton). Un nettoyage et/ou une remise en état de ces ouvrages sont réalisés en tant que de besoin pour permettre leur totale disponibilité et leur bon fonctionnement. Un rapport détaillé et accompagné de photos doit être établi et transmis à la DREAL.

**Délai : 1 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

2) L'exploitant fait réaliser par un géomètre indépendant un relevé géomètre permettant d'établir le volume de tamponnement disponible au niveau du bassin tampon et le débit de fuite au niveau de la canalisation de rejet aboutissant rue Danton.

**Délai : 45 jours** à compter de la date de notification du présent arrêté.

3) Le volume minimum du bassin tampon doit être : 9600 m<sup>3</sup>

Le débit de rejet maximum par la canalisation aboutissant rue Danton doit être de : 21/ha/s.

En cas de non respect de ce volume minimum et de ce débit maximum, l'exploitant effectue les travaux permettant de les rétablir.

**Délai : 3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 – DELAI ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R 514.3.1 du Code de l'Environnement :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif,

Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de 1 an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

#### **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté est déposée aux Mairies d' OUTREAU et de ST ETIENNE-AU-MONT et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché aux Mairies d'OUTREAU et de ST ETIENNE-AU-MONT pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de ces communes.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

#### **ARTICLE 7 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE-SUR-MER et l'Inspection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SAGEP et dont une copie sera transmise aux Maires d'OUTREAU et de ST ETIENNE-AU-MONT.

Arras, le

**20 FEV. 2015**

Pour la Préfète,

Le Secrétaire Général



Anne LAUBIES

#### **Copie destinée à :**

- Sté SAGEP – rue Danton à OUTREAU (62230) ;
- Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairies de OUTREAU et de ST ETIENNE AU MONT
- Dossier ;
- Chrono ;
- Affichage ;
- Archivage ;
- Unité de GRAVELINES